

Lettre ouverte aux élus nationaux et communaux

Madame, Monsieur,

Vous avez été élus en juin 2009 respectivement en octobre 2011 pour gérer la destinée du Grand-Duché, respectivement de votre commune. Au beau milieu d'une crise économique qui n'épargne pas le Grand-Duché et face à la recrudescence d'une certaine animosité anti-étrangers, nous avons en ce début d'année assisté à de nombreuses déclarations invoquant le souci d'une intégration, donc d'une interaction entre les citoyens d'origine sociale et nationale différentes, certains responsables dressant l'épouvantail de sociétés parallèles.

Malheureusement il faut constater que ces belles paroles ne sont guère accompagnées de politiques volontaristes. Depuis décembre 2008 nous avons une loi d'intégration qui a mis beaucoup de temps pour accoucher de quelques pro-

jets peu ambitieux et qui ont davantage rapporté aux firmes de consultance et de communication qu'aux concernés, c'est-à-dire à tous les citoyens du Luxembourg, sans oublier les frontaliers qui font aussi partie de notre corps social.

Citons par exemple le Contrat d'accueil et d'intégration qui aura englouti en quatre ans près de 600.000 euros, alors que les bénéficiaires sont encore peu nombreux. En même temps les modestes efforts associatifs seront réduits de facto de 20 % de 2011 à 2012.

Pour donner corps aux belles paroles, il faut une politique volontariste, qui n'est pas nécessairement coûteuse, même si certains investissements judicieux pourront éviter de grands dégâts dans la cohésion sociale et à ce moment nécessiteraient des sommes colossales pour les réparer. Nulle part

ailleurs en Europe le vivre ensemble entre autochtones, allochtones et frontaliers n'est un enjeu aussi grand qu'au Luxembourg. Cela vaut particulièrement en matière d'éducation et de scolarisation, donc d'investissement dans le futur. Cela vaut aussi pour la participation politique, expression de l'adhésion à la société du Luxembourg. Pouvons-nous assister comme des spectateurs passifs à la marche vers une société régie par une minorité évoluant en peau de chagrin: près des deux tiers de la population active sont exclus du processus démocratique! Les tergiversations en matière d'asile n'ont pas été de nature à renforcer la confiance en la politique. Affirmer haut et fort qu'on ne sait plus que faire ni où loger les demandeurs d'asile, ne relève pas d'une attitude digne d'un gouvernement. Lorsque celui-ci veut se rattraper

en stigmatisant les roms comme touristes d'asile et en rognant leur argent de poche, ne se rend-il pas compte qu'il alimente les officines xénophobes.

Il est urgent de développer des concepts, de mettre en oeuvre une politique volontariste. Cela ne peut être confié ni à une administration ou à un Office, ni à des consultants. Ces experts peuvent apporter leur expertise, mais il appartient aux politiques, à vous Madame, Monsieur d'être au gouvernail. C'est à cet effet que vous avez été élus, n'est ce pas? A force de ne pas agir, de ne pas prendre au sérieux les réticences, les peurs mais aussi les espoirs, vous contribuez au pourrissement de la situation.

L'heure d'agir est arrivée. On vous attend Mesdames, Messieurs les élus!

Serge Kollwelter,
militant associatif